

EN GRÈVE POUR NOS SALAIRES

TOUS MOBILISÉS JEUDI 9 JUIN, 14H - À PARIS - À MATIGNON

Les employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social (AXESS) avec toutes les organisations syndicales de salariés favorables à l'ouverture d'une négociation d'une Convention Collective Unique exaucent les vœux du gouvernement qui veut en finir avec les conventions collectives existantes. Cette décision aboutit au gel des négociations dans la CCNT 66/CHRS/79 et la CCNT 51, sans espoir de les améliorer, de négocier sans attendre les nécessaires augmentations de salaires et les 183 euros net pour tous.

A **FORCE OUVRIERE Action Sociale et Santé Privée**, nous refusons toujours ce marché de dupe qui, en contrepartie de l'octroi de 183 € net pour certains (mais pas pour tous !), cherche à nous associer à la mise en place d'une convention collective unique étendue. Aucune liste ne saurait être exhaustive ; des salariés en sont forcément exclus. Les augmentations de salaire doivent bénéficier à tous les salariés sans exception !

A **FORCE OUVRIERE**, pour les salariés de certains établissements dans lesquels elle avait été attribuée, nous dénonçons l'arrêt du versement de la prime Ségur et Laforcade 1, par manque de financement. De même, nous refusons que l'avenant 43 dans l'Aide à Domicile soit appliqué de façon arbitraire et inégalitaire.

Nous le refusons d'autant plus que, selon l'INSEE, le coût de la vie augmente de façon exponentielle, à savoir, + 4,8 % en un an. L'inflation aboutit à une augmentation des prix de l'alimentation de + 3,8 % (pour les seuls produits frais + 6,6 %), de l'énergie + 26,6 %, des produits manufacturés + 2,7 % et des services + 2,9 %.

La paupérisation des salariés se poursuit ainsi que la dégradation de leurs conditions de travail par manque de moyens et de financements à la hauteur des besoins.

Pourtant, les milliards sont là !

A **FORCE OUVRIERE**, nous exigeons qu'ils financent sans attendre nos secteurs. De même, nous refusons la remise en cause de la liberté de négociation, sous tutelle de l'Etat, au nom d'un tel projet politique.

Face à cette situation qui n'a que trop duré, bientôt 2 ans pour l'application des accords Ségur et près de 40 ans de blocage des salaires, Force Ouvrière Action Sociale et Santé Privée décident d'appeler à une mobilisation nationale :

**Pour l'augmentation immédiate des salaires dans toutes les conventions collectives,
au minimum à hauteur de l'augmentation du coût de la vie
Pour le rattrapage de 40 ans de blocage des salaires
Pour les 183 € net pour tous sans contrepartie
Pour le maintien et l'amélioration des conventions collectives - Non à la CCUE !**

Sur la base de ces revendications, **FORCE OUVRIERE Action Sociale et Santé Privée** décident d'appeler à la grève et à un rassemblement national :

JEUDI 9 JUIN À 14H À PARIS, PRÈS DE L'HÔTEL MATIGNON

Nous invitons les salariés à se réunir en assemblées générales et à participer à cette nécessaire mobilisation. Sur la base de nos revendications, nous appelons les autres organisations syndicales à nous rejoindre.

Nous demanderons à être reçus par le nouveau Premier ministre. Nous déposerons nos cahiers de revendications.

NOS SALAIRES N'EN PEUVENT PLUS D'ATTENDRE